

Les milieux économiques disent (non à l'initiative «Sortir du nucléaire»)

17.10.2016

D'un coup d'oeil

Le 27 novembre, nous voterons sur l'initiative «Sortir du nucléaire» des Verts, qui demande un arrêt immédiat et chaotique de centrales nucléaires. Trois des cinq centrales nucléaires devraient être mises hors service dès 2017. La population et les entreprises subiraient des conséquences négatives: baisse de la sécurité d'approvisionnement, dépendance accrue de l'étranger et coûts élevés. La Suisse ne peut pas se le permettre.

L'économie consomme quelque 60 % de l'électricité en Suisse. Un approvisionnement sûr est de la plus haute importance pour nos entreprises. Ces dernières décennies, il a été garanti, à un niveau très élevé. L'initiative «Sortir du nucléaire» des Verts – sur laquelle nous nous prononcerons le 27 novembre – menace cet atout économique clé. Trois des cinq centrales nucléaires devraient être mises hors service abruptement dès 2017. La production d'électricité diminuerait de 15% dès l'hiver 2017/2018 – ce qui correspond à la consommation de 1,6 million de ménages. D'ici à 2029, ce sont même 40 % de la production indigène qui disparaîtraient. Il est totalement illusoire d'imaginer que l'on puisse mettre en place des capacités de production aussi colossales en une année seulement. Aujourd'hui, cela prend des années voire des décennies avant qu'une nouvelle centrale hydraulique ou des éoliennes soient raccordées au réseau.

La conséquence logique serait une hausse massive des importations d'électricité – laquelle est pour l'essentiel produite à partir de charbon ou de nucléaire. En l'état actuel, notre réseau électrique n'est pas conçu pour relever un tel défi. Il a déjà atteint ses limites de capacité l'hiver dernier. De tels scénarios ne doivent pas devenir la norme. La Suisse ne peut pas se le permettre. Si nous souhaitons réussir le tournant énergétique, il est de la plus haute importance d'adapter le réseau électrique suisse à la nouvelle donne. En raison des recours, le développement et la transformation du réseau électrique prennent une quinzaine d'années en moyenne.

Non à des coûts se chiffrant en milliards

En arrêtant nos centrales nucléaires de manière anticipée pour des raisons idéologiques, nous risquons de faire face à des coûts élevés qui seraient ensuite répercutés sur les contribuables et les entreprises: indemnisations des exploitants, coûts non couverts en lien avec le démantèlement et l'élimination des déchets et coûts élevés pour le développement de la production et des réseaux.

La Suisse ne peut pas se le permettre. Une nouvelle politique énergétique nécessite une planification soigneuse et une mise en oeuvre progressives. Une sortie du nucléaire hâtive et motivée par des raisons d'ordre idéologique la mettrait en péril. *economiesuisse*, aux côtés d'une vaste alliance constituée par le Conseil fédéral, le Parlement, les cantons et les milieux économiques, rejette résolument cette initiative

Soutenez notre
campagne
et suivez-nous sur
Facebook